

COMPTES-RENDUS

Engagement et société

Dialogue modéré par Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes de la Fonda



Alice Barbe

Directrice générale de
l'Académie des Leaders
et entrepreneurs sociale



Anne Muxel

Directrice de recherche en
sociologie et en science politique
au CNRS/ Sciences P



OURS

Cette synthèse a été rendue possible grâce au travail de toute une équipe. Nous tenons à les en remercier.

Rédaction : Yannick Blanc, Charlotte Debray, Anna Maheu, Hannah Olivetti et Nils Pedersen.

Contributeurs et contributrices :

Joe Achkar, Alice Barbe, Nathalie Blanc, Yannick Blanc, Giorgia Ceriani Sebregondi, Bastien Engelbach, Maryline Filippi, Agathe Leblais, Michel Maietta, Julien Mast, Anne Muxel, Valérie Peugeot, Agathe Thiebeaux, Claire Thoury, Pauline Véron et Kaméra Vesic.

Photographies : Agathe Thiebeaux.

Conception graphique et mise en page : Anna Maheu.

Services généraux : Diane Bonifas et Myriam Roumane.

Juin 2023 - La Fonda

Le rapport s'inscrit dans la continuité de l'exercice de prospective «Vers une société de l'engagement?»

Que tous les partenaires de Fonda sans qui nous ne pourrions le mener à bien soient ici chaleureusement remerciés.

En tant que laboratoire d'idées associatif, la Fonda éclaire le futur du monde associatif à l'aide de la prospective participative. Pour répondre aux questionnements croissants des associations et de leurs partenaires sur l'engagement, la Fonda a initié en 2022 un nouvel exercice de prospective intitulé «Vers une société de l'engagement ? ».

Nous remercions tout particulièrement les membres du groupe de pilotage «Vers une société de l'engagement?» qui travaillent sur cet exercice de prospective et le font vivre.

Avec le soutien du :

Ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires,
Secrétariat d'État chargé de l'économie sociale et solidaire et de la vie associative –
Fonds de développement pour la vie associative (FDVA), Banque des territoires –
Caisse des Dépôts, Fondation Crédit Coopératif, CO Conseil, Mairie de Paris,
Caisse centrale de la mutualité sociale agricole – MSA, MACIF, Fondation de France,
Réseau national des Maisons des associations (RNMA), Fondation SNCF et Fondation RTE.





Réunissant des personnes et des organisations, la Fonda défend **la liberté et le développement de la vie associative** comme essentiels à la construction d'une société solidaire, juste et durable.

Pour qu'ils jouent pleinement leur rôle, la Fonda éclaire les responsables associatifs et leurs partenaires dans leurs réflexions prospectives et stratégiques, et outille leurs coopérations d'intérêt général.

La vision politique de la Fonda est marquée par une permanence : **il ne peut y avoir de vitalité démocratique sans vitalité associative.**

Bureau

Président : Nils Pedersen

Vice-président : Yannick Blanc

Vice-présidente : Gabriela Martin

Vice-présidente : Giorgia Ceriani Sebregondi

Secrétaire générale : Louise Vaisman

Trésorier : Alain Legrand

Conseil d'administration

Administrateurs : Stéphanie Andrieux, Philippe Bégout, Pierre Catalan, Philippe Chabasse, Isabelle Chandler, Camille Destans, Pierre François, Jean-Pierre Jaslin, Sophia Lakhdar, Agathe Leblais, Valérie Lourdel, Michel Nung, Amélie Pédrot, Sandrine Soloveicik, Roger Sue, Laurent Terrisse, Pierre Vanlerenberghe et Kaméra Vesic.

Équipe permanente

Déléguée générale : Charlotte Debray

Assistante de direction : Diane Bonifas

Assistante de gestion : Myriam Roumane

Responsable communication : Anna Maheu

Cheffe de projet Prospective : Hannah Olivetti

Chargée de communication : Agathe Thiebeaux

Coordonnateur des programmes : Bastien Engelbach

Chargée de mission Faire Ensemble : Margaux Krebs

www.fonda.asso.fr

 La Fonda  @fonda2020  La Fonda

La Fonda - c/o UNHAJ
12 avenue du général de Gaulle - 94300 Vincennes
Tél : 01 45 49 06 58
Email : fonda@fonda.asso.fr

La Fonda remercie ses partenaires, sans lesquels elle ne pourrait mener à bien ses activités





Hannah Olivetti, Yannick Blanc et Giorgia Ceriani Sebregondi
lors de la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ?
Comprendre le présent » © Agathe Thiebaux / La Fonda

OURS	2
SOMMAIRE	4

OUVERTURE..... 5

INTRODUCTION - NILS PEDERSEN	6
L'AMBITION DE LA JOURNÉE - CHARLOTTE DEBRAY & HANNAH OLIVETTI	8

DIALOGUES..... 10

ENGAGEMENT ET INDIVIDU - JULIEN MAST & CLAIRE THOURY	11
ENGAGEMENT ET POLITIQUE - MICHEL MAIETTA & PAULINE VÉRON	14
ENGAGEMENT ET SOCIÉTÉ - ALICE BARBE & ANNE MUXEL	17
ENGAGEMENT ET ÉCOLOGIE - NATHALIE BLANC & KAMÉRA VESIC	20
ENGAGEMENT ET ÉCONOMIE - MARYLINE FILIPPI & AGATHE LEBLAIS	23
ENGAGEMENT ET NUMÉRIQUE - JOE ACHKAR & VALÉRIE PEUGEOT	26

CLÔTURE..... 29

GRAND TÉMOIN - YANNICK BLANC	30
CONCLUSION - GIORGIA CERIANI SEBREGONDI	31

OUVERTURE

Mot d'ouverture



Christophe Veillard

Directeur de la Fondation Crédit Agricole

#Engagement



INTRODUCTION



Nils Pedersen, président de la Fonda

La première journée d'étude «Vers une société de l'engagement? Comprendre le présent» s'est tenue le 22 mars 2023 à CoopForum, l'auditorium du Crédit Coopératif. Six chercheurs ont dialogué avec des acteurs de terrain, partageant ainsi leurs observations et réflexions sur les domaines clés où l'engagement est invoqué.

Cet intérêt pour ce que l'engagement apporte à la société s'inscrit dans le projet politique de la Fonda depuis sa création, il y a plus de 40 ans. «Avec ses diverses productions, la Fonda offre une vaste palette de réflexions et d'outils pour mieux appréhender les différentes mutations contemporaines, renforcer la capacité d'agir dessus et ainsi participer à la construction d'un monde plus juste, solidaire et durable», a rappelé son président, Nils Pedersen, lors de son introduction.

LA FONDA, UN ACTEUR ENGAGÉ POUR LA CONSTRUCTION DE DEMAIN

Dans un contexte de multiplication et d'intensification des crises — économique, sociale, sanitaire, écologique, etc. — il est indispensable de comprendre les changements à l'œuvre qui viennent questionner notre façon de faire société.

C'est pour cela que le Conseil d'administration de la Fonda, dans le cadre du renouvellement de son projet stratégique en 2022, a souhaité :

✱ Réaffirmer son projet politique :
«pas de vitalité démocratique
sans vitalité associative»

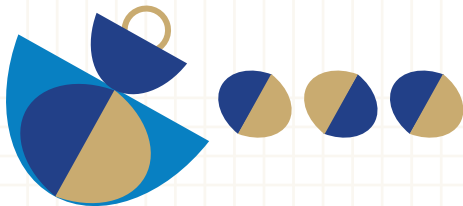
✱ Préciser ses activités, au service
de la compréhension de notre
monde qui se complexifie.

Notre volet *think tank*, ou laboratoire d'idées, est l'activité fondatrice de la Fonda, depuis 1981. Elle apporte des éclairages sur les grands défis actuels, notamment avec la *Tribune Fonda*, ainsi que des exercices de prospective. Nous venons d'initier un exercice de prospective inédit, intitulé «Vers une société de l'engagement?», présenté en détail dans les pages suivantes.

Un volet *do tank*, ou fabrique associative, mène des expérimentations et crée des outils au service des associations pour mieux coopérer, avec notamment la publication du *Guide méthodologique du faire ensemble* en juin dernier.

Avec ses diverses productions, la Fonda offre une vaste palette de réflexions et d'outils pour mieux appréhender les différentes mutations contemporaines, renforcer la capacité individuelle, et collective, d'agir dessus et ainsi participer à la construction d'un monde plus juste, solidaire et durable.

*Dans un contexte de
multiplication et d'intensification
des crises, il est indispensable
de comprendre les changements
à l'œuvre qui viennent
questionner notre façon
de faire société.*



REMERCIEMENTS

Merci à nos partenaires, financiers et associés, qui nous permettent de mener nos travaux et ainsi de continuer à éclairer le fait associatif.

Merci à celles et ceux qui ont répondu présent le 22 mars. Plus de 110 personnes ont participé à cette première journée d'étude, nous en sommes honorés et cela nous oblige.

Un grand merci aux douze intervenants qui nous ont partagé leurs réflexions et éclairages afin que nous cernions mieux les différentes facettes de la société de l'engagement.

Merci à CO Conseil qui est la première structure à avoir souscrit à l'exercice de prospective, et qui s'investit dans les groupes de travail avec du mécénat de compétence.

Merci aux membres du groupe de pilotage de l'exercice de prospective pour leur temps et d'avoir été forces de proposition dans la construction de cette journée d'étude.

Un grand merci à l'équipe salariée de la Fonda et aux bénévoles pour l'organisation de cette journée, et plus particulièrement aux deux administrateurs référents de l'exercice de prospective : Yannick Blanc et Giorgia Ceriani Sebregondi.

*Un grand merci à tous
d'avoir été forces de proposition
dans la construction de
cette journée d'étude !*

ALLONS-NOUS VERS UNE SOCIÉTÉ DE L'ENGAGEMENT ?

Alors que l'on assiste à une inflation de l'utilisation du terme « engagement », à quoi renvoie-t-il réellement ?

À la Fonda, ce phénomène nous interpelle. Que dit cet appétit pour l'engagement de notre société contemporaine ? Et quelles définitions donner à un terme utilisé dans des contextes si variés ?

Il nous semblait donc nécessaire de cartographier l'engagement aujourd'hui, ses expressions diverses au sein de la société, du politique, du numérique, de l'économie, de l'écologie, jusqu'aux comportements individuels.

Cette première journée d'étude, intitulée « Comprendre le présent », nous a donc permis d'explorer les différentes facettes de l'engagement et la façon dont elles transforment la société, pour pouvoir nous projeter : allons-nous vers une société de l'engagement ?



Participants à la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ?
Comprendre le présent » le 22 mars 2023 à CoopForum

© Agathe Thiebaux / La Fonda

BONNE LECTURE !

L'AMBITION DE LA JOURNÉE



Charlotte Debray, déléguée générale, et Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective
Avant d'aborder les synthèses de cette journée d'étude, un bref rappel de l'exercice de prospective que la Fonda mène actuellement s'impose. L'ambition de la journée a ainsi été présentée par deux salariées de la Fonda, Charlotte Debray et Hannah Olivetti.

PRÉSENTATION DE L'EXERCICE DE PROSPECTIVE

Lors des ateliers et séminaires de travail sur le projet stratégique de la Fonda, est apparue la nécessité de remettre l'accent sur la réflexion prospective sur le thème de l'engagement.

La Fonda, avec d'autres, éclaire de longue date les transformations de l'engagement bénévole. Avec ce nouvel exercice de prospective consacré à l'engagement, nous proposons d'élargir la profondeur de champ. Définir ce qu'est une société de l'engagement, si elle existe vraiment, explorer ses évolutions possibles, et ce que cela dit de la transformation de la société dans son ensemble.

En effet, l'engagement est devenu un attracteur sémantique, qui est couramment utilisé dans divers champs de la société : les acteurs associatifs, le monde de l'entrepreneuriat, les pouvoirs publics, ou bien encore les entreprises.

Ainsi, l'on voit fleurir les emballages de produits de consommation courante vantant une « glace engagée » ou bien encore une « lessive engagée ».

*L'engagement est devenu
un attracteur sémantique,
qui est couramment utilisé
dans divers champs de la société.*



*Hannah Olivetti, Yannick Blanc et Giorgia Ceriani Sebregondi
lors de la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ?
Comprendre le présent » © Agathe Thiebaux / La Fonda*

Tout ceci nous amène à nous demander si tout ceci n'est qu'un effet de mode, de type *engagement washing*, ou bien le signal d'un basculement profond de la société ? Ainsi, avec un exercice de prospective intitulé **«Vers une société de l'engagement?»**, nous ambitionnons d'éclairer ce sujet pour aider les acteurs de l'intérêt général à comprendre le présent pour mieux se préparer à l'avenir. Tout particulièrement, pour préparer le futur souhaitable de la société de l'engagement.

Le bureau de la Fonda a mandaté deux administrateurs, Yannick Blanc et Giorgia Sebregondi, pour piloter cet exercice de prospective aux côtés de l'équipe salariée.



Tribune Fonda sur la cartographie de l'engagement juin 2023

Tribune Fonda sur l'engagement écologiste septembre 2023

Tribune Fonda sur l'engagement au fil des âges décembre 2023

Tribune Fonda sur l'engagement dans les territoires vulnérables mars 2024

SOUS-GROUPES DE TRAVAIL
THÉMATIQUES ANIMÉS AVEC CO-CONSEIL

Mars 2023 – avril 2024

EXPLORER LES FUTURS POSSIBLES

Mai 2024 – décembre 2024

Séminaire de travail
Mai 2024

Université de prospective
9 octobre 2024

Schématiquement, cet exercice de prospective se décompose en deux grandes étapes :

L'établissement d'une « base prospective » depuis la fin 2022 au premier trimestre 2024.

Il s'agit de collecter des données sur la société de l'engagement, en s'appuyant sur des analyses variées, afin de modéliser cette société de l'engagement, de voir les actions en présence, leurs leviers d'action, leurs enjeux, etc. Pour ce faire, nous avons trois modes de collecte de données :

- Le Club de lecture mensuel sur l'engagement ;
- Les groupes de travail sur l'engagement qui nous permettent d'explorer trois thèmes : l'engagement au fil des âges, l'engagement pour la cause écologique et l'engagement dans les territoires vulnérables ;
- Les journées d'étude, ouvertes au grand public, qui sont l'occasion de faire dialoguer des acteurs de terrain avec des chercheurs.

L'identification de futurs possibles du 2^e trimestre à notre huitième Université, le 9 octobre 2024.

Nous explorerons les futurs possibles de la société de l'engagement et définirons ensemble le futur souhaitable de la société de l'engagement.

AMBITION DE LA PREMIÈRE JOURNÉE D'ÉTUDE

Nous avons organisé la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent » pour explorer les différentes facettes de l'engagement et la façon dont elles transforment la société.

Six dialogues entre un chercheur et un acteur de terrain, de 45 minutes chacun, nous ont permis d'apporter des éclairages sur la notion de société de l'engagement.

Les participants ont renseigné une cartographie de la société de l'engagement au fur et à mesure des échanges. Ils ont ainsi pu indiquer les principaux enseignements clés de cette journée, présentés dans ce document sous la forme d'encadrés.

En espérant que ces comptes-rendus nourrissent vos propres réflexions sur la possible société de l'engagement !

DIALOGUES



ENGAGEMENT & INDIVIDU



Julien Mast et Claire Thoury

Animé par Hannah Olivetti

L'engagement des individus s'inscrit à la conjonction entre dynamique collective et aspirations personnelles. Cependant, certains freins empêchent les individus de pleinement s'engager autant qu'ils le souhaitent et de nouveaux dispositifs sont à imaginer pour faire société. Qu'est-ce que l'engagement ? Quelles sont les évolutions des caractéristiques de l'engagement ? Quels sont les freins à l'engagement ?

Ce premier dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude «Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent». Animé par Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective au sein de la Fonda, il a réuni Julien Mast, délégué général du mouvement e-graine, et Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif et membre du Conseil économique social et environnemental (CESE) qui a présidé le Comité de gouvernance de la Convention citoyenne sur la fin de vie.

QU'EST-CE QUE L'ENGAGEMENT ?

L'engagement est un concept polysémique selon Claire Thoury. Elle propose de repartir d'une définition proche du Larousse : s'engager c'est exprimer par des mots ou des actes une colère, une indignation ou une envie. «Nous pouvons avoir tendance à avoir des grilles de lecture normatives de l'engagement. Or, elles occultent des formes moins institutionnalisées d'engagement», complète-t-elle.

Par exemple, organiser un événement convivial dans son quartier peut-être un engagement. La personne s'engage par ailleurs pour les autres, pour le collectif, mais aussi pour elle-même.

Pour Julien Mast, l'engagement a deux caractéristiques : la responsabilité et l'inscription dans la durée. Sans cela, «l'engagement devient un mot aussi vide de sens que transition ou développement durable», explique-t-il.

Ainsi, il estime que les prises de position des personnes qui n'ont pas de rôle public sur les réseaux sociaux ne constituent pas un engagement, car elles ne s'accompagnent pas d'une responsabilité. Claire Thoury pense, au contraire, qu'il s'agit d'un engagement. Réagir sur Twitter n'est pas neutre, cela engage la personne qui publie en un sens.



LES ÉVOLUTIONS DE L'ENGAGEMENT

Le sociologue Jacques Ion¹ a identifié deux ères de l'engagement, avec leurs caractéristiques. Après la Seconde Guerre mondiale, l'engagement se traduit par une adhésion à une structure, notamment un parti ou un syndicat, qui occupe toute la vie de l'individu.

Le militant œuvre pour un « Grand soir »² afin de transformer le monde, même s'il sait que ce triomphe n'advient pas nécessairement de son vivant. Le militant communiste est la figure de référence de cet engagement militant, rappelle Claire Thoury.

Puis, dans les années 1970, un tournant s'opère. Les individus se libèrent de leurs collectifs d'appartenance pour chercher à devenir eux-mêmes. La chute du mur de Berlin en 1989 marque la fin des grandes idéologies et, par là même, le déclin du militantisme sacrificiel.

« Les individus ne veulent plus sacrifier leur vie au profit d'un hypothétique grand soir, ils veulent agir pour une cause avec des résultats, tout en gardant leur individualité », explique Claire Thoury. L'individu s'engage pour trouver du sens et s'épanouir. Jacques Ion qualifie cette seconde ère d'engagement « *post-it* » parce qu'il n'implique aucune fidélité à une organisation.

Claire Thoury observe l'émergence d'une troisième ère de l'engagement, celle des jeunes de la génération Greta Thunberg³. Ils veulent voir changer le monde de manière radicale par rapport à l'urgence de la situation marquée par la montée des inégalités et le dérèglement climatique. « Le grand soir c'est tout de suite ! » résume-t-elle.

*Une troisième ère
de l'engagement émerge.*

LES FREINS À L'ENGAGEMENT

Selon Julien Mast, un des principaux freins à l'engagement — si ce n'est le premier — c'est le manque de temps libre. La disponibilité varie en fonction des différents moments de la vie et le débat sur la réforme des retraites, marquée par un allongement de la durée passée à travailler, l'illustre.

Julien Mast identifie également le manque de connaissance des personnes sur elles-mêmes et leurs aspirations en termes d'engagement. « À e-graine, nous aidons chacun à trouver le projet qui résonne en elles pour s'engager en s'appuyant sur une démarche d'éducation populaire », explique Julien Mast. L'objectif de l'organisation est de développer le pouvoir d'agir de chaque citoyen.

Sur fond d'affaiblissement des corps intermédiaires, des inégalités traversent ces espaces d'engagement. Les structures ne donnent pas nécessairement toute leur place aux bénévoles et ne s'adaptent pas à leurs attentes.

Or, tout l'enjeu est « de remettre l'individu au cœur du pouvoir », insiste Claire Thoury. L'association Animafac, dont elle a été déléguée générale, témoigne de cette volonté. Là-bas, « ce sont les militants qui définissent le réseau et pas l'inverse », poursuit-elle.

¹ Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997.

² Né à la fin du XIX^e siècle lors des conflits sociaux, le Grand soir correspondait à un hypothétique jour de triomphe de la révolution sociale. Gracchus Babeuf proclamait notamment « Les pauvres seront logés dans les appartements des riches au soir de la révolution ».

³ Du nom de la militante suédoise écologiste Greta Thunberg, née en 2003, qui a lancé les grèves scolaires pour le climat (*Skolstrejk för klimatet*).

⁴ La synthèse des propositions est disponible [en ligne](#).

Une Convention citoyenne est une expérience inspirante sur la manière d'aborder des sujets structurants pour la société. La Convention sur la fin de vie a permis de réunir 185 citoyens représentatifs de la société française pour 27 jours de travail. D'ailleurs, à l'issue de la 9^e session, leur rapport final comprend 67 propositions¹.

«Bien que le sujet soit épineux, ce format donne du pouvoir d'agir aux citoyens et permet de produire un débat bienveillant et intelligent. Les citoyens acquièrent une expertise» remarque Claire Thoury. Elle préconise de dupliquer cet exercice de participation citoyenne, institutionnalisé par le Conseil économique social et environnemental (CESE). Selon elle, c'est une démarche porteuse d'espoir pour la démocratie.

Julien Mast est plus réservé sur ce type d'approche surtout dans un contexte où il y a urgence à agir, notamment face à la crise écologique. «Ce type d'engagement ne vient-il pas compenser le recul de la prise en charge des besoins par les politiques publiques?» s'interroge-t-il. Compte tenu de la multiplication et de la complexification des crises, «il est indispensable de passer d'une société du vivre ensemble à une société du faire ensemble», insiste Julien Mast.

Cela suppose de se fixer un cap collectif pour avancer ensemble vers ce futur désirable, et ce sans tarder. Il rappelle le rôle des pouvoirs publics dans cette dynamique qui, de par leurs missions, «peuvent faire avancer collectivement sur des points partagés et prendre des décisions acceptables par le plus grand nombre» conclut-il.

Claire Thoury suggère, quant à elle, de passer d'une société engagée à une société politisée. Il s'agit de recréer une dynamique collective et politique en définissant ensemble un projet collectif, «un récit fédérateur», et réfléchissant ensemble à la manière de le mettre en œuvre. «Une société politisée implique des aspérités, des désaccords et des divergences que nous pouvons dépasser ensemble en définissant un cap collectif», poursuit-elle. Il est possible de dialoguer entre personnes ayant des opinions variées, en créant un cadre propice aux échanges.

Réactions des participants

🕒 Qui s'engage ? À quel âge ? Jusqu'à quand ? Quels sont les moteurs de l'engagement ? Quelle responsabilité en s'engageant ? L'engagement est-il nécessairement gratuit ? Quelles sont les différentes formes d'engagement ? telles sont les questions remontées par les participants.

CONCLUSION

L'engagement est une notion difficile à définir qui repose sur une envie d'agir avec des motivations variées. Suivant les évolutions de la société, l'engagement a évolué.

Passons d'une société engagée à une société politisée.

L'attachement à une structure a été remplacé par l'attachement à une cause et la recherche de résultats concrets et rapides. Toutefois, des freins à l'engagement persistent et la diversité des engagements peine à déboucher sur un récit fédérateur.

CC Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Yannick Blanc, Anna Maheu, Julien Mast, Agathe Thiebaux et Claire Thoury. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](#).



ENGAGEMENT & POLITIQUE



Michel Maïetta et Pauline Véron

Animé par Bastien Engelbach

La politique souffre d'un paradoxe. Alors qu'elle est associée à l'idée d'engagement, voire sa forme la plus noble, capable de porter des transformations durables, une crise politique profonde s'observe. Elle porte notamment sur sa capacité réelle à changer les choses du politique, sur la sincérité et la représentativité des élus. Quelles sont les différentes facettes de l'engagement politique ? Dans quelle mesure les associations et une évolution des institutions peuvent-elles revivifier la démocratie ?

Ce deuxième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Animé par Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes de la Fonda, il a réuni Michel Maïetta, co-fondateur de l'IRAN et président du comité Solidarité Ukraine à la Fondation de France et Pauline Véron, avocate en droit public et co-présidente de Démocratie ouverte.

POLITIQUE ET ENGAGEMENT : ÊTRE UN ACTEUR DU CHANGEMENT

La politique renvoie à « l'art, la manière de diriger, en vue du bien commun, toutes les activités d'une société ». Elle revêt intrinsèquement un pouvoir de changement des personnes concernées, selon Michel Maïetta, et est donc liée à l'engagement.

Il observe une double relation entre l'engagement et le pouvoir : « Le pouvoir est un élément déclencheur de l'engagement, mais aussi le pouvoir est l'effet recherché par l'engagement ».

L'engagement politique peut prendre diverses formes : en militant dans un parti politique, en participant à l'élection des représentants ou à des dispositifs de démocratie directe par exemple. Pour avoir été élue à Paris, Pauline Véron souligne que « le fait d'être élue est une forme d'engagement politique total, c'est une fonction permanente. » L'engagement politique se manifeste également dans les associations : « elles se mobilisent pour défendre une société juste, équitable, enfin meilleure », complète Michel Maïetta.

Aujourd'hui, les citoyens veulent s'engager en politique, mais pas dans le cadre d'un parti qui dispose d'un corpus idéologique global. Ils préfèrent s'engager directement pour des causes, comme la lutte contre l'exploitation des ressources naturelles, note Pauline Véron. Cela témoigne d'une défiance forte à l'égard des partis politiques.

¹ Centre national des ressources textuelles et lexicales, « Politique », *Ortolang*, [en ligne], consulté en avril 2023.

UNE DÉFIANCE ACCRUE À L'ÉGARD DU PERSONNEL POLITIQUE

Pauline Véron explique cette situation en partie par l'effondrement dans les années 1990 d'un monde très idéologisé, celui de la Guerre froide. L'opposition entre les deux grandes puissances — les États-Unis et l'URSS — structurait jusqu'alors la vie politique.

Il semble que la chute du mur de Berlin en 1989 ait conduit à une désagrégation des partis politiques, en raison d'une désaffection à leur égard liée à une forme de désenchantement. Les partis politiques sont en crise aujourd'hui, alors même qu'ils « peuvent être émancipateurs de l'individu en proposant des lieux de socialisation et d'éducation populaire et un cadre de réflexion et de construction de solutions politiques », témoigne Pauline Véron.

À cela s'ajoute une défiance des citoyens à l'égard du personnel politique, qui est considéré comme inefficace pour relever les défis contemporains. Pauline Véron identifie deux raisons principales : le peu de marges de manœuvre du personnel politique par rapport au poids de la finance et de l'économie, ainsi que le manque de représentativité des élus par rapport à leurs concitoyens.

Michel Maietta complète cette analyse en soulignant le fait que « dans les cercles démocratiques, certains hommes et femmes politiques détournent le pouvoir pour leurs intérêts personnels et ont perdu le sens de l'engagement politique : celui de contribuer à la vie démocratique et de construire une société meilleure ».

L'ENGAGEMENT ASSOCIATIF COMME CONTRE-POUVOIR POLITIQUE

« Dans un système politique qui ne fonctionne plus très bien, les associations peuvent être un excellent relais et contrebalancer l'incarnation politique », remarque Michel Maietta, tout en précisant « que nul n'est parfait. Le pouvoir peut corrompre n'importe quelle structure, y compris les associations ».

Michel Maietta distingue deux types d'associations en fonction de l'inclusion dans leur gouvernance des personnes concernées par leur mission. D'un côté, il existe les associations créées et gouvernées par des personnes directement concernées par la mission de l'association, comme AIDES pour la lutte contre le sida et les hépatites ou bien encore ATTAC pour la justice fiscale, sociale et écologique.

De l'autre, les associations créées et gouvernées par des personnes ayant une sensibilité pour une cause, sans être directement concernées, par exemple, Action contre la faim qui lutte contre la faim dans le monde.

Cette distinction a son importance. Dans les associations gouvernées exclusivement par des personnes ayant une sensibilité pour une cause, Michel Maietta observe « une professionnalisation de la structure aboutissant à des simulacres d'engagement où les personnes ne luttent plus réellement pour le changement, la survie de l'association prend ainsi le dessus sur sa mission ».

Il recommande d'inclure systématiquement dans la gouvernance les personnes concernées par la mission de l'association, afin de ne pas perdre le sens des réalités et produire une vraie valeur ajoutée vers les changements attendus.

Cette approche pourrait se transposer à une échelle plus vaste : celle de la démocratie, où les associations gouvernées par des personnes concernées exercent aussi un rôle de relais face à des engagements politiques défailants ou déviés.

LA CONSTRUCTION D'INSTITUTIONS PLUS OUVERTES ET PARTICIPATIVES

« Il est devenu nécessaire de développer une démocratie participative, au service d'une démocratie vivante », insiste Pauline Véron. L'envie des citoyens est là, comme elle a pu le constater par exemple lors de l'organisation du Grand débat national à Paris. Elle en tire deux enseignements : l'intérêt réel des Français pour le débat public et leur bonne connaissance des grands sujets de société.

La participation des citoyens à des dispositifs de démocratie participative permettrait de redonner du sens au fait d'être citoyen en dehors des élections, de valoriser leur expertise d'usage, et ainsi de construire des politiques publiques plus efficaces.

Compte tenu de la crise politique actuelle, la démocratie participative ne peut pas tout résoudre, selon Pauline Véron. « Nous avons besoin de changer aussi les règles du jeu, car les outils de la Constitution de la 5^e République ne correspondent plus aux aspirations des citoyens d'aujourd'hui », estime-t-elle.

Elle rêve d'organiser en France une assemblée citoyenne constituante, comme cela s'est fait récemment au Chili, en Irlande et en Islande. Ce serait l'occasion d'établir un nouveau pacte social et politique national, et plus globalement un nouveau projet pour vivre ensemble.

Michel Maïetta conclut en rappelant que tout le monde est concerné directement ou indirectement par une cause. Il invite chacun à s'engager afin d'être pleinement un acteur du changement.

Réactions des participants

© Dans un contexte de professionnalisation de la politique et de reproduction des élites politiques, plusieurs participants aimeraient explorer les différents leviers pour réenchanter l'engagement politique. Ils se questionnent : comment mobiliser les personnes concernées qui sont désespérées et désabusées ? Et plus globalement, comment rendre du pouvoir au peuple ?

© Les participants aimeraient également que l'engagement des citoyens dans des organisations soit davantage étudié. Qui participe à la gouvernance des associations ? Comment augmenter le pouvoir d'agir de premiers concernés, notamment au travers des expérimentations d'assemblées constituantes ?

CONCLUSION

L'engagement politique s'avère protéiforme et ne se limite pas au vote. Les associations sont des espaces privilégiés, pour les personnes concernées par une cause, de faire entendre leur voix, de structurer ensemble une action collective et d'être ensemble des actrices du changement politique.

Face à la crise démocratique, un nouveau pacte social et politique apparaît nécessaire pour refaire société. Au-delà des innovations démocratiques, il s'agit d'un élan collectif à soutenir.

*Face à la crise démocratique,
un nouveau pacte social
et politique est nécessaire
pour refaire société.*

© Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Michel Maïetta, Charlotte Debray, Anna Maheu, Agathe Thiebaux et Pauline Véron dans le cadre de la journée d'étude de la Fonda. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](#).

ENGAGEMENT & SOCIÉTÉ



Alice Barbe et Anne Muxel

Animé par Bastien Engelbach

Alors que certains déplorent un recul de l'engagement au sein de la société, qu'en est-il réellement? Sommes-nous dans une société d'individualistes? Alors que 63 % des Français se disent engagés¹, quelles sont les manifestations de cet engagement?

Ce troisième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude «Vers une société de l'engagement? Comprendre le présent». Animé par Bastien Engelbach, coordonnateur des programmes de la Fonda, il a réuni Alice Barbe, directrice de l'Académie des futurs leaders (AFL), et Anne Muxel, directrice de recherche en sociologie et en science politique au CEVIPOF.

QU'EST-CE QUE L'ENGAGEMENT?

Le terme «engagement» est polysémique, il peut renvoyer aux registres politique, juridique, médical, historique, professionnel, ou encore militaire. Anne Muxel propose de se référer à la définition de l'encyclopédie *Universalis*. L'engagement est «un mode d'existence dans et par lequel l'individu est impliqué activement dans le cours du monde, s'éprouve responsable de ce qui arrive, ouvre un avenir à l'action².»

L'engagement, selon Anne Muxel, se caractérise par des actions et des valeurs s'inscrivant dans une temporalité sociale et un processus biographique. Il s'agit d'interactions entre l'individu et le groupe, et plus globalement la société.

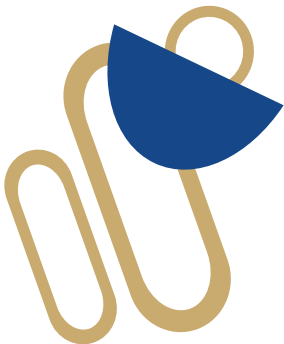
«De nombreuses personnes s'engagent pour défendre une cause, et plus globalement pour agir pour l'intérêt général», ajoute Alice Barbe. Les ressorts émotionnels, dont la colère, peuvent ainsi susciter une envie de s'engager. C'est le cas notamment du mouvement international *Fridays for Future*, initié par Greta Thunberg, qui fédère des jeunes sensibles à la crise écologique. En faisant une grève scolaire, ils souhaitent dénoncer l'inaction climatique des gouvernants.

¹Enquête BVA pour la Fondation Jean Jaurès.
Adelaïde Zulfikarpasic (Fondation Jean-Jaurès),
«Les Français et l'engagement», octobre 2021, [en ligne].

²Jean Ladrière, Jacques Lecarme et Christiane Moatti,
«Engagement», *Encyclopædia Universalis* [en ligne],
consulté le 13 avril 2023.

³63 % exactement selon une enquête BVA pour la Fondation
Jean Jaurès. Adelaïde Zulfikarpasic (Fondation Jean-Jaurès),
«Les Français et l'engagement», octobre 2021, [en ligne].

⁴Lire à ce sujet Anne Muxel et Adelaïde Zulfikarpasic,
Les Français sur le fil de l'engagement, L'Aube, 2022.



DES ENGAGEMENTS PLURIELS

«Malgré la multitude de crises concomitantes, dont la crise de défiance institutionnelle, et l'effacement des corps intermédiaires, les Français continuent à s'engager. D'ailleurs, plus de la moitié des Français se disent engagés», insiste Anne Muxel. «Nous ne sommes pas dans une société repliée sur elle-même, apathique et individualisée», poursuit-elle.

Une variété d'engagements existe. Le vote, qui demeure un acte d'engagement concernant des millions de citoyens, ainsi que l'adhésion à un parti politique, un syndicat ou une association sont des formes d'expression conventionnelles.

D'ailleurs, les jeunes éprouvent une défection pour ces corps intermédiaires. «Ils préfèrent s'engager de manière plus ponctuelle en dehors de ces organisations pouvant être perçues comme contraignantes», complète Alice Barbe.

Des formes non conventionnelles, telles que les manifestations, les signatures de pétition ou le *boycott*, existent également.

Plus de la moitié des Français se disent engagés.

UN RENOUVELLEMENT DES ENGAGEMENTS

Désormais, les engagements sont protéiformes, moins pérennes et plus autonomisés. Ainsi, Alice Barbe rappelle qu'à Singa, l'association œuvrant pour une société plus inclusive pour les nouveaux arrivants qu'elle a cofondée, les étiquettes de «bénévoles» ou bien encore de «bénéficiaires» ne fonctionnent pas. «Les gens veulent agir ensemble pour un projet de société, sans être enfermés dans des cases et des contraintes», explique-t-elle.

Le numérique démultiplie la capacité d'engagement. En un clic, un individu peut rejoindre un collectif et agir pour une cause.

Anne Muxel observe, quant à elle, le développement d'engagements plus expérimentaux, apparus notamment pendant la crise liée au COVID-19. Les citoyens se sont mobilisés spontanément dans le cadre de solidarités de proximité.

Les outils numériques ont d'ailleurs joué un rôle clé à cette période. Ils ont facilité la mise en place d'actions d'entraide dont les jeunes étaient à l'initiative. Plus globalement, le numérique démultiplie la capacité d'engagement. En un clic, un individu peut rejoindre un collectif et agir pour une cause.

Au cours des échanges, Alice Barbe a alerté les participants sur l'engagement — bien réel — de mouvements d'extrême droite, ainsi que de forces antidémocratiques, que ce soit en France ou dans d'autres pays du monde. Elle remarque que «partout sur la planète, les démocraties reculent, notamment en Afghanistan».

Certains — comme Steve Bannon — ont un agenda pour les faire reculer en finançant des partis antidémocratiques en Europe. Ce péril autoritaire est partagé par Anne Muxel. «Les forces antidémocratiques sont bien présentes et organisées sur les réseaux sociaux».

Pour y faire face, Alice Barbe a créé l'Académie des Futurs Leaders. En s'appuyant sur des personnes dont l'engagement en faveur d'un monde plus juste, solidaire et durable est reconnu par leurs pairs, elle souhaite accompagner l'émergence d'une nouvelle génération politique.

L'engagement est une voie indispensable pour construire un projet collectif de société, au service du progrès et de l'émancipation des individus, conclut Anne Muxel. La fraternité, mot de la devise républicaine, constitue le ciment et la condition de tout type d'engagement pour combattre les forces obscurantistes, ajoute Alice Barbe.

Réactions des participants

- © L'engagement est multiforme, ont noté les participants, et ne peut pas rentrer dans des cases. L'engagement est un acte de liberté pour une cause donnée dans des modalités variées.
- © La mise en lumière d'une « face noire » de l'engagement a énormément interpellé le public. Certains engagements peuvent être pour des causes non progressistes, anti-démocratiques. Ainsi, plusieurs se demandent : jusqu'où l'engagement est-il légitime et compatible avec la démocratie ?
- © Les participants aimeraient davantage approfondir les différences d'expression entre des engagements pour des causes progressistes et celles à l'opposé. Est-ce que les engagements les plus potentiellement dangereux pour la démocratie ne sont-ils pas aussi les plus structurés ? Ne seraient-ils pas plus durables que des engagements plus spontanés, mais aussi moins organisés et moins homogènes ?

CONCLUSION

L'engagement se caractérise par des valeurs et des actions avec une volonté d'agir pour une cause, et plus globalement l'intérêt général. Au sein de la société, une multitude de formes d'engagement existe, des modalités traditionnelles à d'autres plus contestataires et plus expérimentales.

Cependant, l'engagement n'est pas que l'apanage des forces progressistes.

Les forces antidémocratiques sont actives. Tout l'enjeu va être de renforcer et favoriser les engagements pour un monde plus solidaire et durable.

Une multitude de formes d'engagement existe, des modalités traditionnelles aux plus expérimentales.

 Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Alice Barbe, Charlotte Debray, Anna Maheu, Anne Muxel dans le cadre de leur participation à la journée d'étude de la Fonda. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/).

ENGAGEMENT & ÉCOLOGIE



Animé par Hannah Olivetti

Kaméra Vesic et Nathalie Blanc

Selon le sixième rapport de synthèse du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), en mars 2023, +1,5 °C de réchauffement sera atteint entre 2030 et 2035 si les émissions de gaz à effet de serre ne sont pas réduites de 50 % d'ici 2030. Face à l'urgence climatique, pourquoi et comment s'engagent les citoyens ? Quels sont les rôles respectifs des collectivités territoriales et des entreprises ?

Ce quatrième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Animé par Hannah Olivetti, cheffe de projet prospective au sein de la Fonda, il a réuni Nathalie Blanc, directrice de recherche au CNRS et directrice du Centre des Politiques de la Terre, et Kaméra Vesic, fondatrice de PikPik Environnement.

S'ENGAGER POUR LA CAUSE ÉCOLOGIQUE : LUXE OU NÉCESSITÉ ?

« Pour vous, c'est quoi un écolo ? Ça ressemble à quoi ? » interpelle Kaméra Vesic. Les réponses de la salle fusent : une personne engagée pour la cause écologique ne serait pas bien habillée, mangerait bio et se déplacerait avec une gourde. La fondatrice de PikPik Environnement souligne à quel point les personnes qui s'engagent pour la cause écologique, ainsi que leurs motivations, sont caricaturées.

Loin de ces stéréotypes, « les personnes qui prennent de plein fouet les problématiques environnementales vivent dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPPV) ». C'est avec des mères inquiètes pour le bien-être de leurs enfants qu'elle a fondé sa propre association. Ensemble, elles partageaient des idées pour changer leurs pratiques, mais cela relevait pour elles autant de l'écologie que du bon sens.

Il ne s'agit pas d'une expérience unique : « il y a une forme d'impensé sur l'engagement pour la cause écologique dans les QPPV » abonde la géographe Nathalie Blanc, « alors même que ces personnes, et les femmes particulièrement, s'engagent pour améliorer leur quotidien ».

Par exemple, dès les années 1990 en Russie, les femmes se sont mobilisées contre la privatisation du foncier au bas des immeubles. Elles se sont engagées pour améliorer leur cadre de vie et celui de leurs enfants.

Les moteurs de l'engagement pour la cause écologique sont variés, observe Nathalie Blanc. Ils peuvent porter sur l'esthétique et le créatif avec l'ambition d'améliorer la qualité de vie et le cadre de vie. La transformation de la ville d'Arnhem aux Pays-Bas, au cours de ces trente dernières années, a été le fruit de mobilisations citoyennes.

L'engagement peut aussi être productif, par exemple la production de fruits et de légumes. Enfin l'engagement peut-être militant pour une cause ou contre un projet. « On observe néanmoins une labilité entre les engagements récréatif, productif et militant », remarque la directrice de recherche au CNRS.

DIVERSES FORMES D'ENGAGEMENTS ÉCOLOGIQUES

Les formes d'engagement ont évolué au cours des dernières décennies. Alors que dans les années 1970 la question de l'engagement pour la cause écologique était perçue comme un luxe réservé aux catégories aisées de la population, elle s'est diversifiée au cours des années 1990. Ce tournant s'est effectué à l'ombre de grandes mobilisations ainsi que d'associations environnementales naissantes.

Depuis les années 1990, Nathalie Blanc constate un phénomène de professionnalisation du monde associatif, créé entre autres pour répondre aux demandes des collectivités territoriales et de l'État. «Une scission du monde associatif pour la cause écologique existe entre des experts travaillant pour les acteurs publics et des associations plus revendicatrices et protestataires», poursuit-elle.

Toutes les velléités d'engagement peinent à s'exprimer au sein des mobilisations pour la cause écologique : les deux intervenantes constatent des inégalités de traitement en fonction de la classe, de la race et du genre.

Nathalie Blanc relève une invisibilisation des mobilisations féminines : «Aux hommes la protection des éléphants, aux femmes la protection des chats»¹. Revenant sur l'expérience du Front des Mères², Kaméra Vésic précise que le combat écologique est loin d'être intersectionnel. Les personnes qui portent des combats écologiques sont pourtant aussi diverses que les motivations ou les formes d'engagement.

Des actions individuelles viennent aisément à l'esprit : trier ses déchets, avoir un compost, etc. Une dimension plus collective est souvent occultée, comme l'adhésion à une association ou le vote.

«Si les actions individuelles sont formidables, on ne peut changer la société que par des mouvements collectifs», insiste Kaméra Vésic. En ce sens, elle préconise d'ouvrir les espaces d'engagement aux citoyens, en s'adaptant à leurs préoccupations. C'est parfois aussi simple que de renommer des ateliers «défi zéro déchet», «défi zéro gaspi».

QUELS RÔLES POUR LES ACTEURS PUBLICS ET LES ENTREPRISES ?

«Les acteurs publics peuvent faciliter l'engagement des citoyens», souligne Nathalie Blanc. En Allemagne, il existe par exemple une culture politique historique de l'engagement citoyen. Quant aux États-Unis, de nombreux budgets sont dédiés aux associations agissant sur l'adaptation au changement climatique.

«En France, les associations environnementales sont relativement pauvres et sont maintenues dans une position de dépendance aux pouvoirs publics», indique-t-elle. Dans certaines municipalités, les mobilisations environnementalistes sont même contrées pour des raisons politiques. *A contrario*, dans d'autres municipalités se développent des programmes de coconstructions de l'engagement citoyen au niveau individuel, organisationnel ou territorial, comme à Ivry-sur-Seine où se tient une Assemblée citoyenne climat.

Quand un territoire se décide à mobiliser l'ensemble des associations et des citoyens, cela crée un dynamisme collectif et même un écosystème associatif.

Quant aux entreprises, «elles aimeraient mieux faire en matière d'environnement, mais elles ne savent pas trop comment s'y prendre» selon Kaméra Vésic. Leur action avec PikPik Environnement se limite souvent à la promotion d'«écogestes».

Elles n'enclenchent cependant pas de changements profonds sur leur fonctionnement. D'ailleurs, il y a un véritable enjeu de renforcer le rôle de la police de l'environnement, ajoute Nathalie Blanc, pour s'assurer le respect des normes environnementales dans les territoires.

Un phénomène est à l'œuvre, celui du recours à la justice par les associations environnementales. Les associations canadiennes sont précurseurs en la matière. Dès les années 2000 et probablement avant, elles s'entourent d'avocats spécialisés pour les accompagner sur ces questions juridiques, comme pour s'opposer à un promoteur.

Ce n'est que plus récemment que les associations françaises ont recours à ce procédé. L'exemple le plus médiatisé est sans nul doute L'Affaire du siècle où quatre associations ont assigné en justice l'État français en justice pour inaction face aux changements climatiques.

D'ailleurs, la France a été condamnée en 2021 à réparer les conséquences de son inaction climatique. «Plus de 2000 procès sont en cours contre des États, des entreprises et des collectivités territoriales dans le monde», ajoute Nathalie Blanc.

Bien que des affaires soient gagnées par des associations, il est nécessaire que l'application de la peine soit effective et surveillée à toutes échelles, de la police des haies à celles des pollutions de toutes sortes, petites et grosses. Or, «la police de l'environnement manque de moyens pour surveiller ce qui se fait en matière de jugement», conclut Nathalie Blanc.

Réactions des participants

- Les participants veulent mieux comprendre les différents engagements pour agir pour la cause écologique et leur articulation entre eux : Quelle utilité pour les petites actions individuelles ? Comment les articuler avec les nécessaires changements systémiques ?
- Comment travailler sur les représentations par rapport à l'engagement pour la cause écologique et les différentes actions à mener ? Comment construire un récit collectif sur ce sujet ? sont les questionnements des participants. Le besoin de travailler sur les représentations et le récit collectif sur l'engagement pour la cause écologique est prégnant.
- D'ailleurs, certains se demandent comment déculpabiliser les acteurs des territoires défavorisés bien qu'ayant une empreinte écologique faible.

CONCLUSION

De multiples raisons expliquent l'engagement des citoyens pour la cause écologique, à la jonction entre préoccupations individuelles et collectives. Les acteurs publics peuvent d'ailleurs créer les conditions favorables à l'engagement des citoyens. Les actions en justice pour inaction climatique des acteurs publics et privés joueront un rôle clé à l'avenir.

Reste la question de l'application effective des décisions de justice, et donc celle des moyens dédiés à la police environnementale.

Les personnes qui portent des combats écologiques sont aussi diverses que les motivations ou les formes d'engagement.

 Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Nathalie Blanc, Charlotte Debray, Anna Maheu, Kaméra Vesic dans le cadre de leur participation à la journée d'étude de la Fonda. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/).

ENGAGEMENT & ÉCONOMIE



Animé par Yannick Blanc



Agathe Leblais et Maryline Filippi

La construction d'un monde juste, solidaire et durable implique la mobilisation de tous les acteurs, ainsi qu'une coopération entre eux, comme le rappelle l'objectif de développement durable n° 17 de l'Agenda 2030. Dans un contexte de multiplication et de complexification des défis contemporains, quel rôle les entreprises peuvent-elles jouer ? L'engagement des salariés conduit-il *de facto* à faire de l'entreprise une structure engagée ? Quelles sont les caractéristiques d'une entreprise engagée ?

Ce cinquième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Animé par Yannick Blanc, vice-président de la Fonda, il a réuni Agathe Leblais, déléguée générale de Pro Bono Lab, et Maryline Filippi, professeure d'économie et rédactrice en chef de la Revue internationale de l'économie sociale (RECMA).

ENGAGEMENT DES SALARIÉS : EFFETS D'AFFICHAGE OU CHANGEMENTS SYSTÉMIQUES ?

La quête de sens des individus est bien présente au sein des entreprises, tout particulièrement chez les jeunes, observe Maryline Filippi. Ils souhaitent travailler dans une structure qui soit en phase avec leurs valeurs, tout en donnant du sens à leurs actions pour participer à la construction d'une société plus juste.

Les entreprises en ont conscience, ajoute Agathe Leblais, car « pour chercher des talents, elles ont besoin de convaincre de leur sincérité et de recréer de la cohérence ».

Une fois embauchés, « les salariés cherchent à s'engager, car c'est une véritable bouffée d'oxygène dans leur quotidien » complète Agathe Leblais. Ils peuvent ainsi élargir leurs horizons, explorer de nouveaux domaines voire faire bifurquer leur projet professionnel. Le *pro bono*, que ce soit du mécénat ou du bénévolat de compétence, est un levier d'engagement des salariés, mais aussi une variable de départ.

Aujourd'hui, les entreprises s'appuient sur des acteurs associatifs pour engager leurs salariés. C'est le cas notamment de Pro Bono Lab qui travaille depuis plus de dix ans sur des programmes d'engagement au sein d'entreprises. Agathe Leblais observe une tendance de ces entreprises à mesurer et valoriser l'engagement des salariés avec la création d'un « KPI de l'engagement », des indicateurs clés de performance. « Les entreprises surresponsabilisent les salariés. Or, elles devraient d'abord modifier leurs cœurs de métiers pour être elles-mêmes engagées », souligne Agathe Leblais.

CARACTÉRISTIQUES D'UNE ENTREPRISE ENGAGÉE

Une entreprise engagée a une fonction productive qui arrive à réconcilier les préoccupations environnementales et sociales. Autrement dit, «c'est une entreprise qui fait du bien pour la collectivité en mobilisant les salariés, les actionnaires et les acteurs locaux», selon Maryline Filippi.

Kate Raworth propose dans son ouvrage *Doughnut Economics* de penser d'une nouvelle manière l'économie afin d'allier les enjeux environnementaux — le plafond environnemental — et la justice sociale — le plancher social¹.

Agathe Leblais rappelle les cinq critères identifiés par l'économiste pour savoir si une entreprise est réellement engagée :

- ⦿ Pourquoi existez-vous ? Pourquoi le monde aurait-il besoin de vous ?
- ⦿ Quel est votre réseau ?
- ⦿ Quelle est votre gouvernance ?
- ⦿ À qui appartient votre structure ?
- ⦿ D'où vient l'argent et comment est-il employé ?

¹ Kate Raworth, *Doughnut Economics : Seven Ways to Think Like a 21st-Century Economist*, Random House Business, 2017.

² Cf. la loi relative à l'économie sociale et solidaire de 2014, dite « loi Hamon ».

³ Si le concept de maximisation des profits a irrigué les travaux de l'économiste américain, sa position est résumée dans son article du *New York Times Magazine* du 10 septembre 1970, « A Friedman doctrine — The Social Responsibility Of Business Is to Increase Its Profits » : « l'entreprise n'a qu'une responsabilité sociale, celle d'utiliser ses ressources et de mener des activités visant à maximiser ses profits. »

⁴ Maryline Filippi (sous la direction de), *La responsabilité territoriale des entreprises*, Éditions le bord de l'eau, 2022.

⁵ Lire à ce sujet Alexei Tabet (La Fonda), *Territoires zéro chômeur de longue durée : quelle création de valeur ?*, 2022, [en ligne].

Une entreprise engagée est une entreprise qui fait du bien pour la collectivité en mobilisant les salariés, les actionnaires et les acteurs locaux.

Ce qui compte pour qu'une entreprise soit engagée, ce n'est pas tant sa taille, mais bien ses caractéristiques, ses enjeux et ses modes opératoires, ajoute Maryline Filippi. D'ailleurs, en France, plusieurs organisations doivent répondre à certains critères, notamment quant à la gouvernance et l'utilité sociale, pour être considérées comme des structures de l'Économie sociale et solidaire (ESS)².

Pour que les entreprises transforment leur organisation, il est indispensable de changer leur grille d'évaluation, tout particulièrement le compte de résultat et le bilan. « L'idéal serait que ces documents rendent visible la création de valeur et de liens, et plus globalement la contribution de la structure à la construction d'un monde viable », rebondit Agathe Leblais.

Maryline Filippi indique que des acteurs de terrain et des chercheurs tentent déjà de coconstruire des indicateurs qui prennent en compte le vivant, à l'opposé de ceux liés à la maximisation du profit initiée par Milton Friedman³.

«C'est au niveau des territoires que nous pouvons trouver des solutions pour faire face aux crises actuelles, répondre aux besoins des personnes et reconstruire la société», rappelle Maryline Filippi. Cela suppose de mobiliser les différentes parties prenantes d'un territoire, dont les entreprises, pour faire ensemble.

Telle est la philosophie de la Responsabilité territoriale des entreprises (RTE)¹ qui propose «un ancrage des entreprises dans leur écosystème, d'identifier les besoins concrets des communautés locales et d'y répondre collectivement», poursuit-elle.

La démarche de Territoires zéro chômeur de longue durée en est un exemple. Elle repose sur une coopération entre collectivités territoriales, associations, entreprises et acteurs du service public de l'emploi et de l'insertion au sein du comité local pour l'emploi². Il s'agit d'une logique plus collective que la responsabilité sociétale des entreprises et qui s'inscrit pleinement dans le fonctionnement de l'entreprise, «dans son réacteur», selon Maryline Filippi.

En revanche, Agathe Leblais n'observe pas cette logique de responsabilité territoriale à l'œuvre dans les grands groupes. Cette approche fait cependant sens pour relever les grands défis contemporains. La constitution de communautés pour construire ensemble des solutions répondant aux besoins des acteurs locaux s'avère être un enjeu prioritaire pour notre avenir.

Réactions des participants

- ☉ Les participants s'interrogent sur l'engagement des entreprises et aimeraient approfondir ce sujet avec des questions telles que : comment réellement engager les entreprises, sans obliger les salariés à s'engager ? Peut-on réellement parler d'engagement lorsque l'organisation est lucrative ? Quels pourraient être les engagements pris par les entreprises ?
- ☉ L'approche territoriale et coopérative de la responsabilité territoriale des entreprises intéresse. Ainsi, plusieurs aimeraient creuser les relations entre l'État, les associations et les entreprises dont les sociétés coopératives d'intérêt collectif. Certaines entreprises peuvent-elles jouer un rôle des catalyseurs locaux pour faire ensemble ?

CONCLUSION

Les entreprises favorisent de plus en plus l'engagement de leurs salariés ce qui leur permet de (re)trouver du sens dans leurs missions.

Cependant, ce phénomène s'accompagne d'une volonté de mesurer et de valoriser cet engagement, sans véritablement remettre en cause les orientations stratégiques de l'entreprise.

Une entreprise engagée doit au contraire aligner ces orientations avec les considérations sociales et environnementales. Au-delà d'initiatives individuelles, il est temps d'enclencher des dynamiques territoriales partant de besoins.

C'est au niveau des territoires que nous pouvons trouver des solutions pour faire face aux crises actuelles.



¹ Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Charlotte Debray, Maryline Filippi, Agathe Leblais, Anna Maheu et Agathe Thiebaux dans le cadre de la journée d'étude de la Fonda. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](#).



ENGAGEMENT & NUMÉRIQUE



Joe Achkar et Valérie Peugeot

Animé par Charlotte Debray

C'est un lieu commun que d'affirmer que le numérique change tout, y compris les façons de s'engager. En quoi le numérique est-il à la fois vecteur et objet d'engagement ? Comment peut-il faciliter l'expression des engagements, pour le meilleur comme pour le pire ? Dans quelle mesure le numérique contribue-t-il au renouvellement de la démocratie ?

Ce sixième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Animé par Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda, il a réuni Joe Achkar, responsable des opérations de la plateforme JeVeuXAider.gouv.fr par la Réserve Civile, et Valérie Peugeot, chercheuse et commissaire à la CNIL.

ENTRE ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS, GENÈSE DU NUMÉRIQUE

« Les technologies ne sont pas neutres, elles sont porteuses d'une certaine vision du monde de leurs concepteurs », rappelle Valérie Peugeot.

Lors de l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les années 1990, elles s'inscrivaient dans une logique empreinte de contreculture dans l'esprit nord-américain¹. Elles étaient ainsi perçues comme vectrices d'une émancipation individuelle et collective par rapport à l'État.

En France, « l'enthousiasme collectif pour les NTIC était également présent. Il portait sur le possible effet de levier pour la démocratie participative » complète Valérie Peugeot. Cet engouement ne s'est malheureusement pas concrétisé : la révolution démocratique espérée ne s'est pas produite.

¹On peut lire à ce sujet Fred Turner, *Aux sources de l'utopie numérique*, C & F éditions, 2012.

²L'analyse est intitulée « Une mauvaise Constitution qui révèle un secret cancer de notre démocratie » et est disponible [en ligne](#).

³Selon la définition de la CNIL, il s'agit d'un phénomène principalement observé sur les réseaux sociaux où les algorithmes de recommandation ne proposent que des contenus similaires entre eux. Ce concept existe depuis le début des années 2010 et a été formalisé par l'auteur américain Eli Pariser.

⁴Ce mot-valise développé par les Américains Dwight Ozard et Fred Clark en 1995 désigne de façon péjorative une forme de militantisme purement numérique (*slacker* signifiant paresseux).

⁵CNIL, « Civic tech, données et Demos – Enjeux de données personnelles et libertés dans les relations entre démocratie, technologie et participation citoyenne », *Cahiers Innovation & Prospective (IP)* n° 7, décembre 2019, [en ligne].



LES MULTIPLES FACETTES DU NUMÉRIQUE

Le numérique facilite le passage à l'action et la remontée des attentes des individus. Selon Joe Achkar, «le numérique a permis de supprimer les frontières et constitue un levier formidable pour créer un commun positif».

Le numérique élargit ainsi les frontières de l'espace public, où de nouveaux acteurs peuvent prendre la parole, à l'image d'Étienne Chouard. Ce professeur de droit avait posté sur son blog un article² qui a contribué à faire monter l'opposition au traité constitutionnel européen lors du référendum de 2005, indique Valérie Peugeot.

Le numérique favorise également l'émergence d'espaces d'entraide. Des personnes partageant des aspirations pour changer le monde peuvent s'y rassembler, même virtuellement. C'est le cas du groupe *Facebook* «les Écolos Bio Zéro Déchet» (EBZD). Les membres partagent leurs bonnes pratiques pour transformer leurs actions du quotidien, explique Valérie Peugeot.

Les citoyens peuvent même participer à la construction de savoirs communs. Des sites comme *Open Food Fact* ou *Open Street Map* se développent en s'appuyant sur de telles contributions.

Pourtant, Joe Achkar alerte sur l'usage du numérique. «Ces nouvelles technologies sont utilisées aussi par des causes adverses», abonde Valérie Peugeot en s'appuyant sur l'exemple du *Tea Party*. Apparu aux États-Unis à la suite de la crise économique de 2008, ce mouvement contestataire et conservateur américain s'est imposé dans le débat public grâce à une utilisation massive des réseaux sociaux.

Un effet pervers s'observe également, constate Valérie Peugeot, avec l'existence de «bulles de filtres»³. Favorisées par les algorithmes, elles aboutissent à la création de micro-univers et limitent l'accès à une pluralité d'opinions.

LE NUMÉRIQUE COMME FACILITATEUR DES ENGAGEMENTS

Le numérique peut faciliter l'envie des citoyens de s'engager pour une cause, tout en répondant aux besoins des structures. La plateforme *JeVeuxAider.gouv.fr*, incarnation numérique de la réserve civique, en est une illustration.

Joe Achkar précise que cette plateforme propose tout un catalogue de missions de bénévolat réalisables à proximité de chez soi ou en distanciel, telles que la maraude, le ramassage de déchets ou encore le mentorat. Il observe cependant que «la technologie doit être considérée comme un moyen au service d'un projet, mais jamais une finalité en soi».

La création d'actions impulsées spontanément par des citoyens est également facilitée grâce aux outils numériques. Ils ont un potentiel important pour se mettre en réseau, fédérer, mobiliser et coordonner.

L'histoire regorge d'exemples, indique Valérie Peugeot, avec notamment les manifestations à Seattle en 1999 contre la conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), les mobilisations sur les ronds-points par les Gilets jaunes en 2018 ou encore le mouvement sur les agressions sexuelles *MeToo* en 2017.

De nouvelles formes de micro-engagement à distance se développent, précise Valérie Peugeot. Il s'agit du *slacktivism*⁴. L'affaire du siècle en est un exemple. Initiée par quatre associations en 2018, cette pétition a recueilli plus de deux millions de signatures pour poursuivre en justice l'État pour inaction en matière de lutte contre le réchauffement climatique.

«Dans un contexte de désamour entre la classe politique et la population, le numérique permet de renouveler l'action publique», rappelle Valérie Peugeot. Ce n'est néanmoins pas une solution miracle. «Les initiatives numériques doivent être au service d'une vision de ce que doit être la politique locale», ajoute-t-elle.

Les *civic tech* (technologies civiques) «contribuent à redessiner le rapport entre débat public et engagement privé, représentation directe et nouvelles formes d'expression démocratique»⁵. Ces technologies portaient l'espoir de retisser les liens entre les citoyens et les élus, avec des résultats inégaux.

L'innovation contributive est utilisée dans plusieurs territoires, en s'appuyant sur l'outil numérique. Le collectif La Turbine de Grenoble invite les citoyens à imaginer des solutions pour répondre aux défis locaux, tels que la pollution lumineuse ou encore la mobilité. Plusieurs collectivités territoriales, dont Paris et Bordeaux, recourent aux budgets participatifs. Les citoyens proposent des projets et peuvent voter en ligne pour leurs préférés.

Le numérique peut aussi être un objet de l'engagement, et défendre un certain modèle de société. Il y a des mouvements, dans le libre notamment, pour éviter que les outils numériques viennent limiter nos droits et libertés.

Si des acteurs engagés sur ces sujets alertent sur les dérives de la technologie, les mouvements citoyens qui résistent se comptent malheureusement sur les doigts d'une main.

Réactions des participants

🕒 Les participants ont été interpellés par la face noire du numérique. Ainsi, peut-on interdire les bulles de filtre ? Comment lutter contre les infos qui peuvent abuser de l'engagement ?

🕒 Les participants appellent à une montée en compétence collective pour un numérique facilitant l'engagement. Certains se demandent même si le numérique ne risque pas de remplacer l'éducation populaire.

🕒 Un besoin d'identifier des outils numériques vertueux est aussi remonté avec les questions : quels sont les logiciels libristes utiles pour l'engagement ? Quels sont les outils numériques favorisant une gouvernance transparente ? Et plus globalement, comment créer un numérique au service d'une société ouverte ?

CONCLUSION

Malgré de fortes attentes émancipatrices, le numérique n'a pas généré les transformations espérées. Il facilite néanmoins le passage à l'action et décloisonne les lieux d'expression et d'organisation des citoyens.

Ces outils technologiques peuvent être utilisés au service de causes pas nécessairement progressistes, impliquant de mettre en place des garde-fous.

Cependant, le numérique peut être un levier clé pour renouveler l'action publique, notamment locale.

A défaut d'émancipation, le numérique décloisonne les lieux d'expression et d'organisation des citoyens.

⁵ Ce compte-rendu a été rédigé par Hannah Olivetti de la Fonda et relu par Joe Achkar, Charlotte Debray, Anna Maheu, Valérie Peugeot et Agathe Thiebaux dans le cadre de la journée d'étude de la Fonda. Il est mis à disposition sous la [Licence Creative Commons CC BY-NC-SA 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/).

CLÔTURE

Engagement et numér

Dialogue modéré par Charlotte Debray, déléguée générale de la Fonda



Achkar

Ré... de des ... de la ... iv.fr



Val

Enseig
com



GRAND TÉMOIN



Yannick Blanc, vice-président de la Fonda

À l'issue de la journée d'étude «Vers une société de l'engagement? Comprendre le présent», le vice-président de la Fonda Yannick Blanc a partagé quatre idées clés à retenir sur l'engagement : l'articulation avec la condition personnelle, les poids des inégalités sociales, l'importance du changement et de la responsabilité.

L'ENGAGEMENT, UNE AFFAIRE D'INDIVIDUS

À travers la diversité de ses formes, l'engagement contemporain est étroitement lié à la condition personnelle.

Si la société de l'engagement existe, c'est parce qu'il s'agit d'une société qui respecte les individus. Il ne peut pas y avoir d'engagement en tant que tel s'il n'y a pas, à la base de notre société, le respect, la prise en compte et l'écoute de l'individu.

L'enjeu pour la Fonda et ses partenaires dans l'exercice «Vers une société de l'engagement?» va être de continuer à explorer la place de l'engagement dans la construction de l'individu en tant qu'être social, citoyen ou bien encore salarié, ainsi que les parcours d'engagement tout au long de la vie.

LE POIDS DES INÉGALITÉS SOCIALES DANS LES FORMES D'ENGAGEMENT

Dans les discours, l'engagement est une valeur positive et consensuelle pour les Français, comme l'a rappelé Anne Muxel. Toutefois, les manières dont les individus s'engagent, et en parlent, illustrent l'existence de distinctions en fonction des strates, hiérarchies et divisions de la société.

Les acteurs associatifs ne peuvent donc se contenter d'un discours positif et rassurant sur l'engagement citoyen. Nous devons être attentifs à la reproduction des inégalités sociales en matière d'engagement.

LE CHANGEMENT COMME MOTEUR D'ENGAGEMENT

S'il y a quelque chose de commun dans l'engagement de toutes les parties de la société, c'est la nécessité de passer à l'action face à une cause pour produire des effets. Cela met la question du pouvoir d'agir au cœur de la problématique.

Les citoyens qui s'engagent veulent être en action, obtenir des résultats, tout en allant à la racine des problèmes. C'est le «pragmatisme radical» identifié par Claire Thoury lors du cinquième dialogue sur l'engagement et l'individu.

L'ENGAGEMENT ENTRE VOLONTÉ ET RESPONSABILITÉ

Tous les intervenants ont tenu au cours de la journée d'étude des propos normatifs sur l'engagement, tout en soulignant sa dimension volontaire. On voit émerger une obligation à l'engagement, à l'instar du projet de Service national universel (SNU).

Nous avons par ailleurs pu commencer à identifier lors de ces échanges la contrepartie de l'engagement : la responsabilité. Engagement et responsabilité sont intimement liés. Cet aspect est à approfondir.

L'engagement s'articule entre l'individu et la société. Il peut prendre de multiples formes, même s'il peut exister un «déterminisme social» au sens de Pierre Bourdieu. L'exploration des valeurs, des normes et de la responsabilité de l'engagement devra être approfondie au cours de l'exercice de prospective.

CONCLUSION



Giorgia Ceriani Sebregondi, vice-présidente de la Fonda

La journée d'étude «Vers une société de l'engagement? Comprendre le présent» s'inscrit dans un exercice de prospective participative plus vaste lancé par la Fonda en 2022. Giorgia Ceriani Sebregondi a conclu cette journée en présentant ses prochaines étapes pour explorer ensemble cette possible société de l'engagement.

Cette première journée d'étude nous a permis de modéliser le système d'acteurs, les ressorts et la finalité de leur engagement, grâce à différentes lectures de ce sujet.

Pour faire circuler ces connaissances, la Fonda a rédigé des comptes-rendus de chaque dialogue, disponibles dans le centre de ressources en ligne de la Fonda ainsi que dans ce document.

Les principaux enseignements ont aussi été mis en lumière dans le numéro de juin de notre revue trimestrielle, la *Tribune Fonda*, «Cartographier l'engagement».

APRÈS CETTE JOURNÉE D'ÉTUDE...

Au cours de l'année 2023, nous allons continuer à établir notre «base prospective». Concrètement, nous collecterons des données pour mieux modéliser la société de l'engagement, dans une approche systématique.

Nous vous donnons ainsi rendez-vous dans nos différents espaces de travail, où vos retours d'expérience et réflexions nous seront précieux :



Dans le club de lecture mensuel sur l'engagement. Les prochains rendez-vous porteront sur le *care*, les ruralités et les causes non progressistes.



Dans les trois groupes de travail sur l'engagement qui se réunissent tous les mois pour explorer un sujet clé.



Aux prochaines journées d'étude !

Nous organiserons notre prochaine journée d'étude le 20 novembre 2023. Elle portera sur les facteurs externes de la société de l'engagement. Nous étudierons tout ce qui peut modifier cette société de l'engagement, les tendances lourdes comme les germes de changement.

Le grand rendez-vous public suivant aura lieu le 9 octobre 2024. Il s'agira de notre huitième Université de prospective bisannuelle. Nous y partagerons notre compréhension du présent, ainsi que notre exploration des futurs possibles. Nous pourrions ainsi collectivement définir le futur souhaitable, celui que les acteurs de l'intérêt général souhaitent voir advenir.

À cette occasion, vous pourrez découvrir le carnet d'exploration de la société d'engagement. Il compilera les principaux enseignements de nos différents espaces de travail : clubs de lecture, groupes de travail et journées d'étude, auditions, consultations, groupes de pilotage et séminaires. Merci à toutes ces intelligences de se mobiliser aux côtés de la Fonda !

Avec cette base prospective solide, nous souhaitons donner aux acteurs les clefs pour identifier les questions essentielles pour l'avenir, se doter d'un cap stratégique et mettre en cohérence leurs actions pour l'atteindre, ensemble.

Car, comme l'avait théorisé Gaston Berger, «la prospective est attentive aux causes. Ainsi nous libère-t-elle du fatalisme.»

De l'exploration à la stratégie, la prospective est un formidable outil d'aide à la décision !



Ce document est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Partage dans les Mêmes Conditions 3.0 France (CC BY-NC-SA 3.0 FR)

Vous êtes libres de partager — copier, distribuer et communiquer le matériel par tous moyens et sous tous formats — et de l'adapter.

Néanmoins, vous devez respecter les conditions suivantes :

- 🌐 créditer l'œuvre, intégrer un lien vers la licence et indiquer si des modifications ont été effectuées à l'œuvre ;
- 🌐 ne pas faire un usage commercial de cette œuvre, tout ou partie du matériel la composant ;
- 🌐 la partager dans les mêmes conditions. Dans le cas où vous effectuez un remix, que vous transformez, ou créez à partir du matériel composant l'œuvre originale, vous devez diffuser l'œuvre modifiée dans les même conditions, c'est à dire avec la même licence avec laquelle l'œuvre originale a été diffusée.

*Le texte intégral du contrat est disponible à l'adresse suivante :
<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-sa/3.0/fr/>*



Comptes-rendus

« Vers une société de l'engagement ? » Comprendre le présent »

Au cours de cette première journée d'étude organisée par la Fonda dans le cadre de l'exercice de prospective « Vers une société de l'engagement ? », six chercheurs ont dialogué avec des acteurs de terrain, partageant ainsi leurs observations et réflexions sur six domaines clés où l'engagement est invoqué. Découvrez les synthèses de ces échanges.

ENGAGEMENT & INDIVIDU

La Fonda



Animé par Hannah Oberti



Julien Mast et Claire Thoury

L'engagement des individus s'inscrit à la conjonction entre dynamique collective et aspirations personnelles. Cependant, certains freins empêchent les individus de pleinement s'engager autant qu'ils le souhaitent et de nouveaux dispositifs sont à imaginer pour faire société. Qu'est-ce que l'engagement ? Quelles sont les évolutions des caractéristiques de l'engagement ? Quels sont les freins à l'engagement ?

Ce cinquième dialogue s'inscrit dans le cadre de la 1^{re} journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Animé par Hannah Oberti, cheffe de projet prospective au sein de la Fonda, il a réuni Julien Mast, délégué général du mouvement e-graine, et Claire Thoury, présidente du Mouvement associatif et membre du Conseil économique social et environnemental (CESE) qui a présidé le Comité de gouvernance de la Convention citoyenne sur la fin de vie.

QU'EST-CE QUE L'ENGAGEMENT ?

L'engagement est un concept polysémique selon Claire Thoury. Elle propose de repartir d'une définition proche du Larousse : s'engager c'est exprimer par des mots ou des actes une colère, une indignation ou une envie. « Nous pouvons avoir tendance à avoir des grilles de lecture normatives de l'engagement. Or, elles occultent des formes moins institutionnalisées d'engagement », complète-t-elle.

Par exemple, organiser un événement convivial dans son quartier peut-être un engagement. La personne s'engage par ailleurs pour les autres, pour le collectif, mais aussi pour elle-même.

Pour Julien Mast, l'engagement a deux caractéristiques : la responsabilité et l'inscription dans la durée. Sans cela, « l'engagement devient un mot aussi vide de sens que transition ou développement durable », explique-t-il.

Ainsi, il estime que les prises de position des personnes qui n'ont pas de rôle public sur les réseaux sociaux ne constituent pas un engagement, car ils ne s'accompagnent pas d'une responsabilité. Claire Thoury pense, au contraire, qu'il s'agit d'un engagement. Réagir sur Twitter n'est pas neutre, cela engage la personne qui publie en un sens.

© Prospective (EP) n°7, décembre 2019, (en ligne)

ENGAGEMENT & NUMÉRIQUE

La Fonda



Animé par Charlotte Debray

Jos Achkar et Valérie Peugeot

C'est un lieu commun que d'affirmer que le numérique change tout, y compris les façons de s'engager. En quoi le numérique est-il à la fois vecteur et objet d'engagement ? Comment peut-il faciliter l'expression des engagements, pour le meilleur comme pour le pire ? Dans quelle mesure le numérique contribue-t-il au renouvellement de la démocratie ?

Inscrit dans le dialogue « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent », la Fonda a réuni Charlotte Debray, Aider.gouv.fr par Valérie Peugeot, et Jos Achkar à la CNIL.

Sources de l'impact numérique, un livre disponible en ligne.

Un phénomène nouveau en les algorithmes sociaux démultiplie les données 2019-2020. Dans Douglas Chard et Fred (une forme de militantisme) (en ligne) : l'impact de données, Centre démocratique, Culture Innovation.

ENTRE ESPOIRS ET DÉSILLUSIONS, GENÈSE DU NUMÉRIQUE

« Les technologies ne sont pas neutres, elles sont porteuses d'une certaine vision du monde de leurs concepteurs », rappelle Valérie Peugeot.

Lors de l'apparition des nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) dans les années 1990, elles s'inscrivaient dans une logique empreinte de contre-culture dans l'esprit nord-américain¹. Elles étaient ainsi perçues comme vectrices d'une émancipation individuelle et collective par rapport à l'état.

En France, « l'enthousiasme collectif pour les NTIC était également présent. Il portait sur le possible effet de levier pour la démocratie participative » complète Valérie Peugeot. Cet engagement ne s'est malheureusement pas concrétisé : la révolution démocratique espérée ne s'est pas produite.

FAITES AVANCER le débat

ADHÉREZ

à la Fonda



La Fonda
fabrique
associative



Grâce à nos adhérents, nous avons organisé en mars 2023 la journée d'étude « Vers une société de l'engagement ? Comprendre le présent ». Grâce à vous, nous continuerons d'explorer les **futurs souhaitables de l'engagement**.